

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 25 OCTOBRE 2023 A 14 h 00**

M. Marc BRIDOUX, Président de la Communauté de Communes du Ternois, souhaite la bienvenue aux Membres présents et remercie M. Alain BERTHE, Maire de Roëllecourt, pour la mise à disposition de la salle.

Tous les membres en exercice sont présents à l'exception de : Francis FAYE d'Aubrometz, Damien MONTEL d'Averdoingt, Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, Bertrand BEAUCAMP de Bours, Thierry BASCOUR de Buire au Bois, Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, Christine LEGUILLETTE de Frévent, Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, Mickaël POILLION de Héricourt, Philippe DUCATEL de Hestrus, Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, Bertrand CLERET de Monchel sur Canche, François DELEAU de Monts en Ternois, Angélique TAVERNIER de Nédon, Claudy LHOMME de Pierremont, Bruno GUILBERT, Maurice LOUF et Claude ROUSSEZ de Saint-Pol-sur-Ternoise, Raymond QUENTIN de Sibiville, Hugues BELVAS de Vacquerie le Boucq.

EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 93 POUVOIRS : 20 VOTANTS : 113
Le quorum est atteint.

M. BRIDOUX souhaite également la bienvenue à Mme Sylvie DUBURQUE, Conseillère aux Décideurs Locaux de la DGFIP.

INSTALLATION D'UNE NOUVELLE CONSEILLERE COMMUNAUTAIRE SUPPLEANTE

De nouvelles élections municipales ont eu lieu les 1^{er} et 08 octobre 2023, afin de compléter le Conseil Municipal de Monchy Breton (5 sièges étaient à pourvoir).

A l'issue de ces nouvelles élections, Mme Nathalie DI FILIPPO a été nommée 1^{ère} adjointe et par conséquent, M. le Président procède à l'installation de Mme DI FILIPPO en tant que nouvelle Conseillère Communautaire suppléante pour la Commune de Monchy Breton et lui souhaite la bienvenue au sein du Conseil Communautaire de TernoisCom.

ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU DERNIER CONSEIL COMMUNAUTAIRE

M. BRIDOUX soumet à l'approbation des Membres le procès-verbal de la séance du conseil communautaire du 12 juillet 2023.

Les Membres approuvent à l'unanimité ce procès-verbal.

M. Guillaume GAY, Maire de Ternas est désigné secrétaire de séance.

DELIBERATION PORTANT REALISATION DE CONTRATS DE PRETS PREVUS AU BUDGET PRIMITIF 2023

M. BRIDOUX prend la parole.

VU les Budgets Primitifs 2023 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment les articles L5211-1, L2122-22 et L2122-23 ;

CONSIDERANT qu'il importe de recourir à un prêt pour financer les dépenses d'investissements ;

Il est proposé :

- 1) De conclure un contrat de prêt avec le « Crédit Agricole Nord de France » pour le financement des investissements prévus par le **budget annexe ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL** ;

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Montant sollicité : 990 000,00 € - **montant minimum de déblocage : 600 000,00€**
- Durée (en années) : 25

- Périodicité de remboursement : Trimestrielle
- Taux d'intérêt : 4,41%
- Calcul des intérêts : Base 30/360
- Frais de dossier : 750,00 €

2) De conclure un contrat de prêt avec le « Crédit Agricole Nord de France » pour le financement des investissements prévus par le **budget annexe ASSAINISSEMENT COLLECTIF** ;

Les principales caractéristiques du contrat sont les suivantes :

- Montant sollicité : **480 000,00 €**
- Durée (en années) : 25
- Périodicité de remboursement : Trimestrielle
- Taux d'intérêt : 4,41%
- Calcul des intérêts : Base 30/360
- Frais de dossier : 750,00 €

3) D'autoriser le Président à signer les documents afférents à cette décision.

Les taux fixes sont valables pour un déblocage au plus tard le 22 décembre 2023.

M. BRIDOUX rappelle qu'il y a d'importants investissements prévus concernant la STEP industrielle. TernoisCom refait ensuite les coûts aux industriels, tout en cherchant des subventions.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT INFORMATION DU RAPPORT ANNUEL DES DELEGATAIRES SUR LA GESTION DES SERVICES PUBLICS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF, COLLECTIF ET INDUSTRIEL 2022

L'article L 2224-5 du CGCT prévoit la présentation par le Président d'un rapport annuel sur la gestion du service public d'assainissement non collectif, collectif et industriel.

M. RAMON, Vice-Président en charge de l'assainissement, M. Benoit DUPONT et Mme Amandine JACQUART de VEOLIA donnent lecture du rapport annuel 2022 dont un exemplaire a été transmis aux Conseillers Communautaires. Les Membres du Conseil Communautaire ont pris connaissance de ce rapport.

M. DEQUIDT Maire de Ramecourt demande des précisions sur le rendement de 94% pour la STEP de St Pol sur Ternoise.

M. DUPONT lui répond que ce rendement représente la conformité de la station sur les volumes branchés. On regarde ce qui sort par rapport à la norme. A la STEP de St Pol sur Ternoise, 1 à 2 analyses sont effectuées par mois et sur l'année, 94 % des éléments analysés sont conformes. La loi n'oblige pas à 100%, il y a un droit à l'erreur. La station est dimensionnée pour recevoir un certain volume. Elle ne peut pas prendre le volume excédentaire en cas de fortes pluies.

M. BRIDOUX rappelle que la ville de ST POL/TERNOISE va engager d'importants investissements sur 10 ans pour la déconnexion des eaux pluviales et des eaux usées. Grâce à l'effort de la Ville de St Pol sur Ternoise, nous arriverons certainement à un niveau satisfaisant de fonctionnement.

Mme VASSEUR Maire de ST POL/TERNOISE précise que ces travaux auront lieu rue de Canteraine et rue Brossolette fin 2023 et 2024. Ces travaux sont estimés sur 10 ans à environ 3 400 000€.

M. DUVAL d'Auxi le Château demande la possibilité d'un paiement en ligne avec VEOLIA pour régler les contrôles d'assainissement non collectif. Aussi, il évoque des problèmes pour joindre les services de paiement.

Mme JACQUART répond que ces paiements ne sont pas possibles en ligne pour les factures de travaux et de contrôles d'ANC car l'outil de facturation est opérationnel uniquement pour les abonnés eau et assainissement.

Mme JACQUART a eu également pas mal de réclamations sur les difficultés à joindre le service paiement de VEOLIA. Une permanence avait lieu 2 jours par semaine, maintenant celle-ci a lieu 5 jours par semaine et un numéro dédié sera communiqué sur les avis de passage.

VEOLIA travaille sur le paiement en ligne au niveau national.

M. BRIDOUX précise que VEOLIA peut également communiquer ses RIB et IBAN sur leurs factures.

M. TINCHON Maire de Boubers sur Canche qui possède un réseau unitaire demande s'il est possible de chiffrer la part qui passe dans le réseau, des eaux de pluie captées par les toits des maisons et la part de ce qui descend des champs. Les déversoirs d'orages subissent de plein fouet le ruissellement (bien plus fort que les eaux de captation des toits des maisons).

M. DUPONT répond qu'une étude diagnostic serait à réaliser pour connaître cette répartition.

M. BRIDOUX prend l'exemple de la commune de NUNCQ HAUTECOTE qui possède 11 000 m² de toitures agricoles. Des permis de construire ont été obtenus avec obligation d'infiltration sur la parcelle, mais les usagers rejettent ces eaux via l'assainissement collectif. En cas de fortes pluies, il tombe 70 mm d'eau alors que la station était dimensionnée pour 150 habitants. L'eau qui arrive représente 6 fois plus et cela entraîne un débordement qui descend vers Ligny sur Canche.

DELIBERATION RELATIVE AU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LA COMMUNE DE BUIRE AU BOIS

Dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

La commune de Buire au Bois souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice sur la parcelle AB162 d'une contenance totale de 688 m², dans le but d'aménager :

- un cheminement facilité pour accéder au cimetière et à l'église
- un espace naturel.



Vu l'article L.124-1 du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,

Vu la demande de la commune de Buire au Bois en date du 26 juillet 2023 ;

Il est proposé :

D'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune de Buire au Bois sur la parcelle AB 162 d'une contenance totale de 688 m², dans le but d'aménager :

- un cheminement facilité pour accéder au cimetière et à l'église
- un espace naturel.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LA COMMUNE D'AUMERVAL

M. Jean BRUYANT Maire de Bailleul les Pernes ne prendra pas part au débat, ni au vote de cette délibération, pour éviter tout conflit d'intérêt, au titre du pouvoir donné par M. François COUVREUR, Maire d'AUMERVAL.

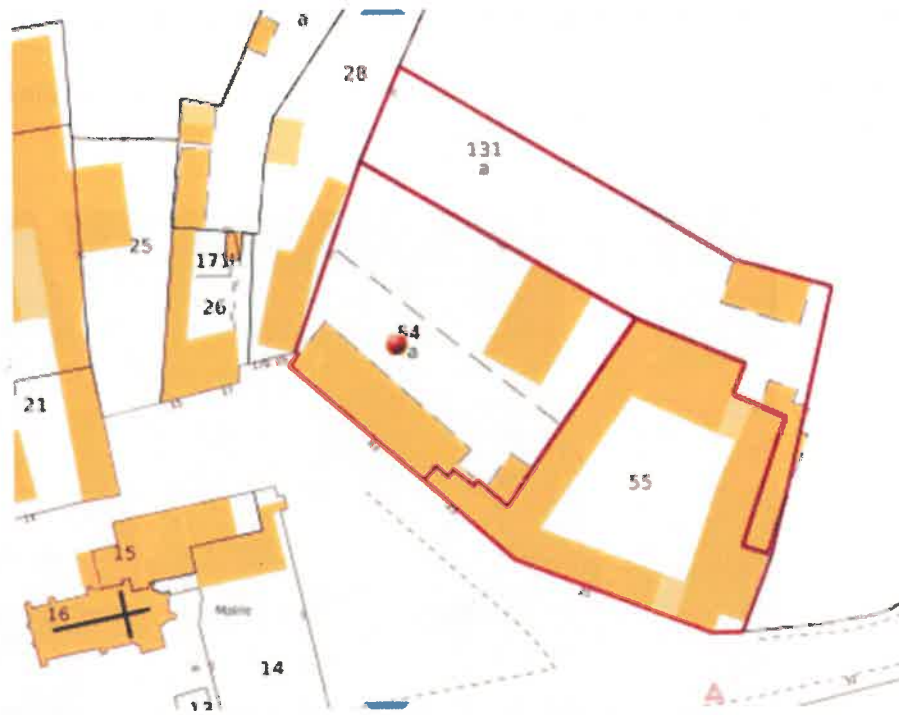
Dans le cadre de ses compétences, la Communauté de Communes du Ternois, exerce de plein droit la compétence en matière de PLU, de document d'urbanisme en tenant lieu et de carte communale depuis le 1er janvier 2017. Ceci a pour conséquence le transfert de plein droit du Droit de Préemption Urbain à la Communauté de Communes du Ternois.

La commune d'Aumerval souhaite instaurer un droit de préemption urbain à son bénéfice sur les parcelles AC54, AC55 et AC131 d'une contenance totale de 3 896 m².

Le bien sur ces parcelles a brûlé en décembre 2022 et se situe au 23 et 25 La Place à Aumerval.

La commune d'Aumerval souhaiterait récupérer un des hangars pour en faire un lieu de stockage.

Dans le logement, un béguinage serait créé pour les personnes âgées, en plein cœur du village.



Vu l'article L.124-1 du Code de l'urbanisme,

Vu les articles L.211-1 et R.211-2 du Code de l'urbanisme,

Vu la demande de la commune d'Aumerval en date du 31 juillet 2023 ;

Il est proposé :

D'instituer le droit de préemption urbain au bénéfice de la commune d'Aumerval sur les parcelles AC54, AC55 et AC131 d'une contenance totale de 3 896 m², dans le but de créer un lieu de stockage et un béguinage.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette décision.

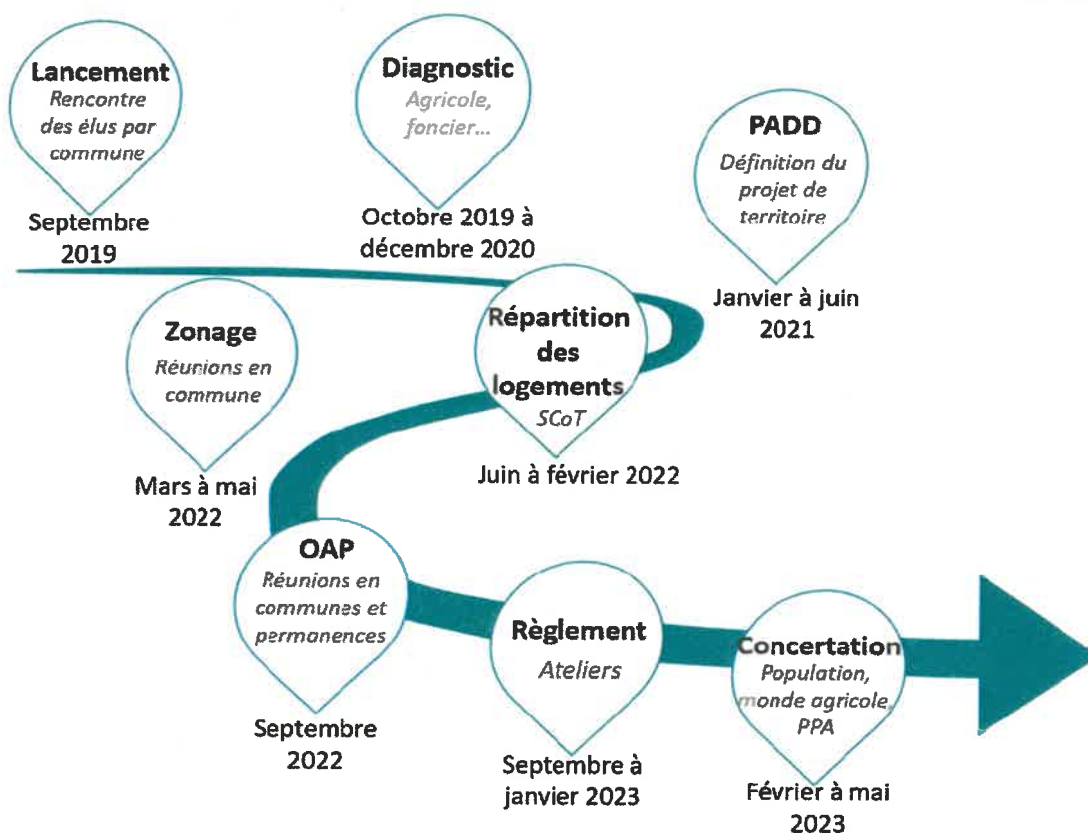
Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR L'ARRET DU PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME INFRACOMMUNAUTAIRE DU PERNOIS ET BILAN DE LA CONCERTATION

LES ANNEXES ONT ETE TRANSMISES PAR VOIE DEMATERIALISEE

M. Didier HOCHART Vice-Président en charge de l'Urbanisme et de la politique de l'habitat, Mme Ngone KEBE Chargé d'étude planification au sein de TernoisCom, Mme Elisabeth MOLLET du Cabinet Urbycom prennent la parole.

Rappel des grandes étapes de l'élaboration du PLUI



Suite de la procédure



25 octobre 2023

Arrêt de projet : A partir de l'arrêt, le dossier est figé jusqu'à la fin de l'enquête publique.



Arrêt de projet
Validation du projet

Arrêt de projet : Cela signifie donc que la phase de travail est terminée.

Novembre 2023 à janvier 2024

Transmission du dossier complet aux PPA : Etat, Département, Chambre d'Agriculture, Gestionnaire des réseaux, SCoT, Communes...



Consultation des Personnes Publiques Associées
Avis sur le projet

3 mois de consultation :
L'absence d'avis est réputée favorable.



Mars 2024

Enquête publique :
Réalisation des modalités
de l'enquête (affichage,
publication, arrêté).
Plusieurs permanences du
commissaire enquêteur.



Registre d'enquête :
Permettra de recueillir les
remarques de la
population.

Enquête publique
Explication du projet et
prise en compte des
remarques



Mai 2024

Modification du dossier :
Afin de prendre en compte
les remarques des PPA
mais également de la
population et du
commissaire enquêteur.



Approbation : En conseil
communautaire.
Opposabilité du document.
Extinction des documents
opposables.

Approbation
Modification par rapport
aux avis et validation

4

Mme KEBE Chargée d'étude Planification rappelle qu'il a fallu recenser les exploitations agricoles classées ou non, ainsi que le foncier disponible.

Pour information, la règle d'emprise au sol des 1 500 m² en secteur AP a été supprimée dernièrement car les exploitations agricoles ne font pas partie du ZAN.

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (ALUR) ;

VU la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.153-14 et suivants, R.153-3 à R153-7 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment le livre 1^{er} chapitre IV (Articles R104-11 à R104-14) ;

VU la délibération du Syndicat Mixte du SCoT du Pays du Ternois en date du 07 avril 2016 approuvant le SCoT du Pays du Ternois ;

VU la délibération en date du 10 avril 2019 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Infracommunautaire du Pernois (PLUi), définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation.

Il sera rappelé au conseil communautaire les conditions dans lesquelles le projet de PLUi a été mené, à quelle étape de la procédure il se situe et présente ledit projet.

En application de l'article L.103-6 du code de l'urbanisme, le bilan de la concertation dont a fait l'objet l'élaboration du projet de PLUi doit être tiré et, en application de l'article L.153-14 du même code, ledit document doit être arrêté par délibération du conseil communautaire et communiqué pour avis aux personnes mentionnées aux articles L.153-16, L.153-17 et L.153-18 du code de l'urbanisme.

Pour rappel, voici les objectifs de l'élaboration du PLUi :

L'élaboration du Plan local d'urbanisme infracommunautaire du Pernois prescrit en conseil communautaire du 10 avril 2019 représente pour la collectivité une opportunité de mener une réflexion sur son développement à moyen terme afin d'assurer un urbanisme maîtrisé. Les objectifs poursuivis dans le cadre de ce PLUi sont les suivants :

A. Objectifs réglementaires

1. L'équilibre entre :

- a. Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
 - b. Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
 - c. Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
 - d. La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
 - e. Les besoins en matière de mobilité ;
2. La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
 3. La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipements commerciaux, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
 4. La sécurité et la salubrité publiques ;
 5. La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
 6. La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
 7. La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;
 8. La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

B. Objectifs spécifiques du territoire

En matière de développement urbain :

- Lutter contre l'étalement urbain et maîtriser la périurbanisation ;
- Prendre en compte et préserver les besoins en surfaces agricoles ;

- Promouvoir et favoriser les modes d'habitats et d'élaboration de logements durables dans une perspective de rationalisation de la consommation des espaces et de la recherche de qualité des paysages et des formes urbaines ;
- Mettre en cohérence au sein d'un document unique, les politiques engagées en matière de transport-mobilité, développement économique, équipements, préservation de l'environnement et du patrimoine local ;
- Préserver et valoriser l'environnement et le cadre de vie ;
- Articuler les politiques d'aménagement, d'habitat et de déplacement dans un seul document et les traduire dans des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) ;
- Promouvoir de nouvelles formes urbaines orientées vers une gestion économe de l'espace.

En matière d'habitat :

- Identifier des potentialités foncières (renouvellement du bâti) et définir une stratégie foncière ;
- Réhabilitation d'îlots dégradés dans les centres bourgs ;
- Caractériser les besoins des habitants actuels et futurs afin de proposer une offre adéquate de logements ;
- Accompagner le projet de développement et d'accueil du territoire en articulant le développement urbain et opérationnel et la programmation de logements sociaux ;
- Offrir de nouvelles conditions d'accueil afin de répondre aux besoins des populations en place, à venir et aux parcours résidentiels des ménages ;
- Favoriser la mixité sociale et améliorer l'adéquation entre offre et demande de logements en définissant des objectifs adaptés aux communes en fonction de leurs équipements et de leur rapport à la centralité ;
- Développer l'offre à destination des personnes en difficultés et des publics spécifiques (jeunes actifs, étudiants, personnes âgées, gens du voyage, ...) ;
- Permettre à tous un parcours résidentiel choisi de qualité et adapté aux besoins ;
- Promouvoir un habitat solidaire et durable ;
- Diminuer la précarité énergétique ;
- Promouvoir le renouvellement urbain dans les centres urbains ;

En matière de développement économique :

- Préserver et conforter les zones d'activités du territoire :
 - Développer et structurer un territoire attractif ;
 - Optimiser le fonctionnement des zones existantes ;
 - Conforter la zone d'activités de Pernes.
- Préserver et développer l'économie agricole ;
- Renforcer la dynamique commerciale du territoire :
 - Renforcer la dynamique commerciale dans les bourgs-centres en mettant en valeur le circuit commercial en lien avec les espaces publics ;
 - Renforcer la dynamique commerciale du territoire et assurer la mixité des fonctions au sein des villes et villages ;

En matière d'environnement :

- Adapter les règles d'urbanisme aux nouvelles normes de performance énergétique et aux nouvelles formes d'habitat (habitat résilient) ;
- mettre en cohérence les surfaces ouvertes à l'urbanisation avec la connaissance des risques d'inondation ;
- Poursuivre la mise en œuvre de la trame verte et bleue et s'appuyer sur les richesses existantes du territoire en termes de paysage, d'entrée de ville, de patrimoine, d'espaces naturels et agricoles pour définir un projet garant de l'identité locale ;

En matière de tourisme :

- Anticiper et promouvoir le développement du tourisme vert en s'appuyant sur les richesses environnementales du territoire ;

- Conforter l'attractivité du territoire dans une démarche de valorisation environnementale ;
- Diversifier l'offre d'hébergements touristiques ;
- Prendre appui sur la richesse environnementale ;

Pour rappel, les modalités de concertation qui ont été prescrites dans la délibération de prescription :

Outils d'information :

- Affichage de la délibération pendant toute la durée de l'étude ;
- Exposition publique ;
- Affichage dans les lieux publics (mairies, agences TERNOISCOM ...) de panneaux d'exposition ;
- Mise à disposition du dossier au siège de TernoisCom ;
- Mise en place d'une information régulière dans les Bulletins d'informations TERNOISCOM ;

Outils à disposition du public pour s'exprimer et engager le débat :

- Un registre destiné aux observations de toute personne intéressée sera mis à disposition du public tout au long de la procédure, au sein du service urbanisme intercommunal ainsi que dans les communes ;
- Réunion publique avec la population ;
- Mise à disposition, sur le site internet de la Communauté de Communes, d'éléments d'information sur l'état d'avancement de la procédure ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L103-6 du code de l'urbanisme, il doit être tiré le bilan de la concertation ;

CONSIDERANT que la concertation préalable à l'arrêt du projet s'est déroulée dans des conditions compatibles avec les exigences légales.

Après avoir entendu l'exposé du Président :

ENTENDU le débat au sein du conseil communautaire en date du 18 octobre 2022 sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable, conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme ;

VU le bilan de la concertation préalable ;

VU le projet de PLUi et notamment le rapport de présentation, le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation, le règlement et ses documents graphiques associés, les annexes, l'évaluation environnementale et son résumé non technique ;

CONSIDERANT que le projet de PLUi est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées à son élaboration et aux organismes qui ont demandé à être consultés ;

Après en avoir délibéré, le CONSEIL COMMUNAUTAIRE :

- **TIRE** le bilan de la concertation conformément à l'article L103-6 du code de l'urbanisme et considère ce bilan comme favorable.

- **ARRETE** le projet de Plan Local d'Urbanisme infracommunautaire du Pernois conformément à l'article L.153-14 du Code de l'Urbanisme.

- **PRECISE** que le projet du PLUi arrêté sera notifié pour avis conformément aux articles L.153-16 à L.153-17 :

- aux personnes publiques associées,
- à la commission départementale des espaces naturels agricoles et forestiers (CDPENAF),
- aux communes limitrophes et établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à être consultés sur le projet.

- **INFORME** que les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-12 et L.132-13 pourront en prendre connaissance si elles le demandent.

- **AUTORISE** Monsieur le Président à soumettre ensuite le projet de PLUi du Pernois, assorti des avis recueillis, à une procédure d'enquête publique dans les conditions prévues par le Code de l'Urbanisme ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à procéder ensuite aux modifications éventuelles pour tenir compte des avis recueillis et des résultats de l'enquête publique
- **RAPPELLE** qu'un PLUi-HM à l'échelle de la Communauté de Communes du Ternois a été prescrit par délibération du 29.06.2022, qui couvrira l'intégralité de TernoisCom et ses 103 communes, amènera une évaluation dans la mise en œuvre du PLUi du Pernois et une évolution dans l'écriture du PADD et du règlement.

La délibération et le projet de PLUi seront transmis à M. le Préfet du Pas-de-Calais.

Conformément à l'article R 153-3 du Code de l'Urbanisme, la délibération sera affichée au siège de l'établissement public de coopération intercommunale et en mairie des communes membres concernées pendant un délai d'un mois.

M. DEQUIDT remarque que cette démarche prend au moins 4 ans et qu'il y a une obligation pour 2027 pour toutes les communes. Les autres territoires vont donc devoir commencer incessamment sous peu.

M. BRIDOUX précise que cette démarche sera lancée également pour les ex CC de la Région de Frévent et des Vertes Collines du Saint-Polois d'ici la fin de l'année.

M. HOCHART rappelle que le PLUiHM couvrira les 103 communes du Ternois. Par exemple, concernant le PLUi du Pernois, il faudra en faire une évaluation, et revoir le règlement ainsi que le PADD en fonction du PLUiHM. Ces documents devront être en compatibilité également avec le SCOT et le SRADDET.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR L'ARRET DU PROJET DU PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE DU TERNOIS ET DE SA DECLINAISON EN SCHEMA DIRECTEUR DES MODES ACTIFS

LES ANNEXES ONT ETE TRANSMISES PAR VOIE DEMATERIALISEE

VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 dite Loi d'Orientation des Mobilités (LOM), et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité des personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L.1214-36-1 du Code des Transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du conseil communautaire n°4 du 19 mars 2021 relative à la prise de compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité dans le cadre de la loi LOM ;

VU l'arrêté préfectoral portant extension des compétences de la Communauté de Communes du Ternois ;

VU la délibération 2021/15 du Conseil Syndical du PETR Ternois-7 vallées portant sur l'élaboration d'un Plan de Mobilité Ternois et 7 vallées couplé au schéma directeur des modes actifs ;

VU la délibération n°28 du 12 juillet 2023 relative à la création du comité des partenaires mobilité de TernoisCom.

A la suite de la prise de compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) intervenue au 1^{er} juillet 2021, le PETR Ternois-7vallées a lancé pour le compte de ses 2 intercommunalités membres, au titre de sa compétence de Schéma de Cohérence Territoriale, une démarche d'élaboration d'un Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) au sens de l'article L1214-36-1 du Code du transport. Ce PdMS y intègre une déclinaison spécifique de Schéma Directeur des Modes Actifs (SDMA). Mené conjointement à l'échelle du PETR, l'objectif fut d'aboutir pour chacune des intercommunalités à leurs propres documents de planification, notamment sur le contenu du plan d'actions.

Ces deux documents permettent de définir pour les 10 prochaines années (2024-2033) les ambitions et politiques publiques de TernoisCom en faveur des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme, des transports en commun

et de transports à la demande, des modes actifs, d'une amélioration de la communication et de la coordination d'acteurs, et ainsi répondre davantage aux besoins exprimés par la population.

La démarche s'appuie sur un diagnostic territorial mené en concertation avec les communes et la population via la réalisation d'une double enquête. 3 ateliers de co-construction du projet se sont tenus sur la période 2022-2023 pour réunir les acteurs locaux, les institutions et les élus volontaires.

Un comité technique et 3 comités de pilotage sont venus compléter le processus de construction du projet et de sa validation. Le PdMS et le SDMA ont été pré-validés le 27 juin 2023 par les membres du Comité de Pilotage PETR.

Les 6 axes d'intervention qui structurent la stratégie du PdMS sont les suivants :

- 1 : Agir pour des transports collectifs plus performants et mieux adaptés aux besoins des usagers
- 2 : Agir pour intensifier et sécuriser la pratique des modes actifs (SDMA)
- 3 : Agir pour faire évoluer la manière d'utiliser l'automobile
- 4 : Agir à travers une mobilité plus inclusive
- 5 : Agir à travers la communication et la sensibilisation aux changements de comportements
- 6 : Se doter des capacités à agir

Le PdMS se décline par un plan de 21 opérations détaillées. Chacune d'entre elles est déterminée en fonction de 3 niveaux de priorité différents et de son impact sur le report modal. Les axes 1 et 5 sont proposés comme prioritaires pour le territoire. Spécifiquement sur le SDMA, ce sont 84 km de linéaires cyclables qui ont été identifiés de niveau 1 dit de « potentiel très important », dont le projet de voie verte « d'Auxi à Saint-Pol » porté par le Conseil Départemental. Ce maillage prioritaire représente 24 itinéraires différents et 43% du maillage global identifié (avec les niveaux 2 et 3). Ce maillage prioritaire bénéficie d'un premier chiffrage pour faciliter la mise en œuvre opérationnelle et permettre de répondre à des appels à projet.

Considérant que le Plan de Mobilité Simplifié du Ternois et son Schéma Directeur des modes actifs ont été partagés avec l'ensemble des Maires lors de la Conférence organisée le 12 octobre 2023, il est donc prêt à être arrêté ;

Considérant que le dossier arrêté est composé des pièces suivantes :

- Rapport final valant PMS (septembre 2023) ;
- Rapport final du Schéma Directeur des modes Actifs (Juillet 2023)

Considérant qu'il est joint pour information au dossier les rapports approfondis suivants :

- Rapport Phase 1 : Diagnostic territorial (Juin 2022)
- Rapport Phase 2 : Présentation des stratégies des PMS et SDMA (Mars 2023)
- Synthèse de la stratégie territoriale – Phase 2 (septembre 2023)
- Synthèse du plan d'actions – Phase 3 (septembre 2023)

Il est proposé :

D'ARRETER le projet de Plan de Mobilité du Ternois et sa déclinaison en Schéma Directeur des Modes Actifs annexé à la présente délibération ;

D'AUTORISER Monsieur le Président à soumettre le projet de Plan de Mobilité Simplifié pour avis aux personnes publiques associées mentionnées à l'article L.1214-36-1 du Code des Transports ;

D'AUTORISER Monsieur le Président à répondre à toute demande de consultation émanant d'un organisme ou d'une association mentionnée à l'article L.1214-36-1 du Code des Transports ;

D'AUTORISER Monsieur le Président à consulter le comité des partenaires ;

D'AUTORISER Monsieur le Président, à soumettre ensuite le projet de Plan de Mobilité Simplifié, assorti des avis recueillis, à une procédure de participation du public lors d'une réunion publique ainsi que dans les conditions prévues au II de l'article 123-19-1 du Code de l'Environnement ;

D'AUTORISER Monsieur le Président à procéder aux modifications éventuelles pour tenir compte des avis recueillis et des résultats de la participation du public ;

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. ARMAND Maire d'Herlincourt demande une estimation de la fréquentation d'ALLOCAR TERNOIS.

M. BRIDOUX répond qu'un bilan sera fait à 6 mois du démarrage puis à 1 an.

Cette démarche est expérimentale et durera le temps qu'Hauts de France Mobilités propose un service plus adapté à la demande des usagers.

M. MELIN rappelle que des flyers ont été distribués et qu'il est important dans les communes rurales de les transmettre aux personnes qui peuvent être intéressées par ce service. Les Elus doivent être des relais d'informations.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT APPROBATION DE LA DECLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE FREVENT

LES ANNEXES ONT ETE TRANSMISES PAR VOIE DEMATERIALISEE

VU la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

VU la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi Grenelle II ;

VU la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite « loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové » (ALUR) ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.143-44 et L.143-50 ;

VU le code l'environnement et notamment l'article L126.1 ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de Frévent approuvé le 18/02/2009 ;

VU la délibération du Syndicat mixte du SCoT du Pays du Ternois en date du 07 avril 2016 approuvant le SCoT du Pays du Ternois ;

VU la délibération n° 06/10.06.2021 du conseil communautaire de la Communauté de Communes du Ternois en date du 10 juin 2021 prescrivant la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de Frévent ;

VU le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 14 février 2023, qui retrace les détails des avis émis par les personnes publiques associées ;

VU l'arrêté de la collectivité en date du 15 mai 2023 prescrivant l'enquête publique de cette présente procédure ;

VU le procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur émis en date du 10 juillet 2023 ;

Vu le retour de la Communauté de Communes du Ternois en réponse au procès-verbal du commissaire enquêteur en date du 18 juillet 2023 ;

VU le rapport, les conclusions motivées et l'avis favorable du commissaire enquêteur réceptionnés le 01 août 2023.

Pour rappel, une délibération avait été prise en date du 10 juin 2021 prescrivant la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Frévent. La mise en compatibilité concerne le déclassement en zone naturelle d'une réserve foncière économique à urbaniser de 9.2 hectares, située à l'ouest de la route de Bonnières (ZAL de Frévent).

Il est rappelé que le PLU de Frévent approuvé le 18 décembre 2009, prévoyait environ 12 ha de zone à urbaniser à vocation économique (1AUE) et de ce fait, le maintien de l'intégralité de ces réserves foncières en zone économique est incompatible avec les orientations du Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT du Ternois prescrit le 7 avril 2016.

L'objectif est alors de modérer cette extension en gardant une superficie de 3 hectares située sur la zone d'activités légères (ZAL) de Frévent, dans la continuité sud de la zone existante. Ainsi, il a été également rappelé qu'une partie de ces trois hectares, soit environ 1.5 hectares, est actuellement occupée par la déchèterie. Il est ainsi déclassé l'équivalent de 9,2ha sur la partie à l'ouest de la RD114 classée initialement en zone 1AUE en zone naturelle (N). Il n'y a plus de zone 1AUE sur la commune de Frévent.

A la suite de la réunion d'examen conjoint qui s'est tenue le 14 février 2023, une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) a été réalisée à la demande des services de l'Etat (DDTM) pour notamment y intégrer et préserver les perspectives paysagères.

L'enquête publique relative à l'objet de la présente délibération a été organisée du 07 juin 2023 au 06 juillet 2023, soit 30 jours consécutifs.

CONSIDERANT que le projet revêt un caractère d'utilité publique ou d'intérêt général en ce qu'il permet de développer la zone industrielle de Saint Pol sur Ternoise reconnue dans le SCoT comme pôle agro-alimentaire d'intérêt régional et qu'il permet également, en respect du compte foncier économique du SCoT, de limiter l'artificialisation des terres dans un contexte fortement marqué par la trajectoire du Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

CONSIDERANT que le dossier de mise en compatibilité a fait l'objet de modifications après enquête publique pour tenir compte des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur conformément aux prescriptions du code de l'urbanisme ;

CONSIDERANT que le dossier de mise en compatibilité du PLU de Frévent est prêt à être approuvé ;

CONSIDERANT qu'il est composé des pièces suivantes :

- La notice justifiant l'intérêt général du projet,
- La notice de mise en compatibilité,
- Le résumé non technique,
- Le formulaire de cas par cas pour l'évaluation environnementale,
- Le Projet d'aménagement et de développement durable (PADD) modifié,
- L'Orientation d'Aménagement et de Programmation,
- Le plan de zonage modifié,
- Le règlement modifié,
- Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint

Il est proposé :

D'APPROUVER les modifications apportées au dossier de mise en compatibilité du PLU de Frévent ;

D'ADOPTER la déclaration de projet.

- Conformément à l'article L.153-58 du Code de l'Urbanisme, la déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du PLU de Frévent ;
- Le dossier de déclaration de projet est tenu à la disposition du public au siège communautaire de TernoisCom et en mairie de Frévent aux jours et horaires d'ouverture habituels ;
- Conformément aux articles R.143-14 et R.143-15 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège communautaire de TernoisCom à Herlin-le-Sec et en mairie de Frévent pour une durée d'un mois.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR L'EVALUATION DE L'OPAH-RR 2019-2024 ET DES PERSPECTIVES DE DEVELOPPEMENT EN MATIERE DE LA POLITIQUE DE RENOVATION DE L'HABITAT

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.103-1, L.321-1 et suivants ;

VU la délibération du 17.12.2018 d'Engagement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat ;

Vu la délibération du 16.12.2020 de modification des objectifs de programmation et de bonification de l'OPAH 2019-2024 ;

VU la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale (OPAH-RR) signée le 09.07.2019 entre la Communauté de Communes du Ternois, l'Etat et l'Anah ;

VU l'avenant n°1 à cette convention en date du 18.02.2021 ;

VU les objectifs inscrits au Plan Climat Air Energie Territorial Ternois-7vallées approuvé le 07.02.2022 ;

VU la prescription du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Plan Local de l'Habitat et de Plan de Mobilité (PLUi-HM) en date du 29.06.2022 ;

CONSIDERANT les objectifs de l'OPAH-RR 2019-2024 et sa mise en œuvre sur le territoire ;

CONSIDERANT le soutien financier de l'Anah pour ce type d'opérations ;

Il est rappelé que l'OPAH RR du Ternois est entrée dans sa dernière année de mise en œuvre et permet d'accompagner les propriétaires occupants et bailleurs sur les problématiques énergétiques, d'autonomie de la personne à domicile et la rénovation lourde ;

Il est nécessaire de lancer l'évaluation de l'OPAH en cours et les démarches nécessaires en vue d'une éventuelle reconduction d'une OPAH sur la Communauté de Communes du Ternois, afin notamment de poursuivre la stratégie d'amélioration de l'habitat mise en place et de maintenir une dynamique de rénovation et de réhabilitation sur le territoire ;

Par conséquent, il est opportun d'évaluer plus largement la politique de l'habitat et de réaliser un exercice de prospective pour renforcer la politique de rénovation de l'habitat du Ternois, en lien avec le futur Plan Local de l'Habitat (PLUi-HM).

Il est proposé :

D'APPROUVER la mise en œuvre de l'évaluation de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale 2019-2024

D'APPROUVER la mise en œuvre d'une étude pré-opérationnelle en vue d'une éventuelle reconduction d'une OPAH-RR sur la Communauté de Communes du Ternois, et d'étudier l'éventualité d'une OPAH-Renouvellement Urbain en secteur d'Opération de Revitalisation Territoriale (Saint-Pol-sur-Ternoise, Frévent et Auxi-le-Château)

D'AUTORISER Monsieur le Président à lancer une procédure de marché pour engager les différentes études ;

D'AUTORISER Monsieur le Président à effectuer les demandes de soutien financier de l'ANAH pour cette étude ;

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer tout document afférent à cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A LA CESSION DE TERRAINS SUR LES ZAL D'AUXI LE CHATEAU ET DE PERNES EN ARTOIS

Avant d'exposer le contenu de cette délibération, André GENELLE Vice-Président en charge du Développement Economique commente la feuille de route du service Développement Economique.

LES CONSTATS :

- Le Ternois : une force Economique évidente !
 - Une concentration de nombreux savoir faire et une diversité économique
 - L'agro-alimentaire
 - L'équipement automobile et l'industrie intermédiaire
 - Les métiers du bois
 - L'artisanat notamment les métiers du bâtiment, la construction, les travaux publics, le génie civil et les nombreux artisans
 - Une agriculture – secteur agricole et la valorisation des espaces paysagers
 - Un tissu étendu et diversifié de PME
 - Un secteur de loisirs avec des locomotives attractives sur le territoire
 - Un commerce de centre – ville / bourg centre présent rassemblant une pluralité d'offre répartie sur le territoire

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE : 1ère COMPETENCE DE TERNOISCOM

- Une offre de service dédiée avec un service structuré
- Un réseau de partenaires réuni au sein de Ternois Com Entreprise
- Une dynamique de création d'entreprises
- Des actions novatrices et mises en avant

LES ENJEUX

- Poursuivre l'accompagnement du tissu économique du Ternois
- Maintenir et amplifier la dynamique constatée
- Faciliter le développement des entreprises et les implantations
- Favoriser la pérennisation des entreprises
- Préparer l'avenir du territoire, les emplois et activités de demain
- Valoriser les réussites

UN CADRE : LE SCHEMA REGIONAL LE CONVENTIONNEMENT

1. Au service des Entreprises et des Entrepreneurs

- a. Accompagnement des Entreprises
- b. Favoriser l'entrepreneuriat : le Ternois acteur de la Maison des Entrepreneurs
- c. Des dispositifs d'aides
 - i. Les dispositifs régionaux mobilisables
 - ii. Les aides financières locales
 1. Les prêts d'honneur
 2. Les garanties bancaires
 3. Le dispositif LEADER
 4. Dispositif local
- d. L'Economie Sociale et Solidaire : un levier de développement territorial : Des associations employeurs importantes sur le ternois

2. Transformer avec Rev 3 –les transitions

- a. Un écosystème favorable
- b. Les défis :
 - i. Sensibiliser les entrepreneurs
 - ii. L'enjeu du solaire
 - iii. Accompagner la rénovation énergétique
 - iv. Être proactif face aux enjeux et nouvelles solutions techniques répondant à la transition énergétique
 - v. Assurer la préservation en eau nécessaire au développement du Territoire

b. Favoriser les filières émergentes

3. Soutenir l'innovation et la montée en compétence

- a. Disposer du réseau d'accompagnement sur le territoire / mobilisable sur le territoire
 - i. L'ADEFI structure pivot sur l'emploi et les compétences sur le Ternois

- b. Innover pour répondre aux enjeux de demain
- c. Former et monter en compétence pour répondre aux besoins des entreprises et du territoire : l'importance de l'Hôtel de Formation

4. Attractivité du Territoire

- a. Disposer de foncier économique disponible
- b. Renforcer l'économie de proximité et résidentielle
 - i. Être au côté des centres Villes Centres Bourgs (Démarche ORT, PVD, ...)
 - ii. Accompagner les communes dans les projets de création de commerces
 - iii. Achetez Ternois
 - iv. Boutique Essai / Boutique Ephémère
 - v. Démarche Qualité des commerces
- c. Un écosystème favorable : Un réseau d'acteur favorisant les démarches d'implantation
- d. Les défis :
 - i. Sensibiliser les Scolaires
 - ii. Valoriser

M. BRIDOUX rappelle que les communes peuvent se rapprocher du service Développement Economique pour mettre en place des chèques cadeaux locaux Achetez Ternois (pour les enfants, les aînés...) à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Délibération relative à la cession de terrains sur les ZAL d'Auxi et de Pernes :

Des terrains sont encore disponibles sur les ZAL d'Auxi le Château et de Pernes en Artois. De plus, le prix actuel est au-dessus des offres existantes sur les territoires voisins. Il y a nécessité de redynamiser les offres de ces zones.

Par délibération en date du 20 février 2014 et du 20 novembre 2014, les Communautés de Communes de l'Auxillois et du Pernois avaient approuvé un prix de vente de 20€ HT/m².

Après échange en bureau communautaire du 19/09/2023, il a été décidé de revoir ces tarifs à 10€ HT/m².

Il est proposé :

- De revoir le prix de la cession des terrains sur les ZAL d'Auxi le Château et de Pernes en Artois en le fixant à 10€ HT / m²
- De confier les bornages à un géomètre
- De confier la rédaction des actes à un Notaire
- D'autoriser M. le Président à signer toutes les pièces afférentes à ce sujet

Les frais de bornage et de Notaire pour la rédaction de l'acte de vente seront à la charge de l'acquéreur.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ANNEE 2024 ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS ET LA REGION HDF RELATIVE AU FINANCEMENT D'AIDES DIRECTES DU TERRITOIRE DANS LE CADRE DE LA CREATION OU DE DEVELOPPEMENT DE TPE

Il est proposé de soutenir financièrement la création et le développement des TPE du territoire à hauteur d'une intervention de 30 % sur un montant d'investissement minimal de 2000€ HT et maximal de 5000€ HT pour l'année 2024, ce qui correspond à une aide comprise entre 600 et 1500€ par dossier.

L'enveloppe totale dédiée à ce soutien est de 35 000€. Cette aide interviendra sous forme de subvention.

L'aide directe de la Communauté de Communes du Ternois sera versée sur présentation des factures acquittées au nom de l'entreprise.

Il ne sera accepté qu'une seule demande par an et par entreprise.

L'obtention de cette aide financière du territoire permettra à l'entreprise de faire levier et d'émarger à d'autres aides financières (Région, LEADER...).

- Un Comité d'attribution sera organisé et sera composé d'Elus, du Service Développement Economique et partenaires de Ternoiscom Entreprises.
- L'entreprise présentera son projet lors des comités d'attribution.
- Les entreprises seront préalablement suivies dans leur projet de création ou de développement par un membre partenaire de TernoisCom entreprises dans son accompagnement (CCI, CMA, BGE, ITA...) ou un cabinet comptable.

Entreprises éligibles :

Les entreprises artisanales, commerciales ou de services et entreprises touristiques.

- Ne faisant pas l'objet d'une procédure judiciaire
- Inscrites au répertoire des métiers ou au registre du commerce et des sociétés
- Ayant un effectif inférieur ou égal à 10 salariés ETP.
- Avoir son siège social dans le Ternois.

Exclusions :

- professions réglementées ou assimilées
- activités financières et immobilières
- organismes de formation
- bureaux d'études
- les entreprises au statut de micro – entrepreneur dont l'activité est secondaire.

Les entreprises seront préalablement suivies dans leur projet de création ou de développement par un membre du réseau Ternoiscom Entreprises (BGE, CCI, CMA, ITA...)

Dépenses éligibles* :

Matériels productifs : acquisition ou modernisation de l'outil de production, matériel informatique, technique etc..

Dépenses d'aménagement nécessaires à l'installation de matériels de production : bureautique, mobilier, aménagement des locaux etc..

* La Communauté de Communes du Ternois sera attentive aux projets s'inscrivant dans l'esprit environnemental, économie circulaire, réemploi...

Conditions d'attributions :

Le présent régime peut s'inscrire dans les cadres et règlements suivants :

- Le Règlement (UE) 2020/972 de la Commission du 2 juillet 2020 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE du 24 décembre 2013
- Régime cadre exempté de notification n°SA.103603 relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2022-2027
 - Dans le cadre d'un achat d'occasion, il sera demandé au professionnel une attestation sur l'honneur précisant que le bien pour lequel, il sollicite une aide directe n'ait pas été financé précédemment par une subvention ou une aide quelconque.

M. BOCQUILLON Maire d'Humières demande s'il existe des aides pour les entreprises qui souhaiteraient émerger. Les dossiers d'aides européennes type LEADER sont complexes à monter.

M. BRIDOUX répond que le service Développement Economique accompagne le monde de l'entreprise à évoluer. Par exemple, concernant l'agro photovoltaïque, à ce jour aucune entreprise est agréée sur notre territoire. Il serait intéressant de former des artisans sur l'installation de ces panneaux afin qu'ils obtiennent leur agrément.

De plus, TernoisCom peut aider au montage des dossiers LEADER.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LE RAPPORT ANNUEL DU TOURISME 2022 DE LA SPL ARRAS PAYS D'ARTOIS

La Communauté de communes du Ternois est actionnaire de la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois, aux côtés de la ville d'Arras, de la Communauté Urbaine d'Arras, des Communautés de Communes du Sud-Artois, d'Osartis-Marquion, des Campagnes de l'Artois et de la Ville de Saint-Laurent-Blangy.

Arras Pays d'Artois Tourisme a connu en 2022 une belle reprise d'activité à la suite de la crise sanitaire de la COVID 19 avec une obligation de fermeture au public de ses équipements sur une période de cinq mois. Le 1^{er} semestre 2022 a été marqué par l'absence de britanniques sur notre territoire mais le 2^{ème} semestre a observé une activité proche de celle de 2019.

2022 a marqué la première année d'exploitation de la nouvelle scénographie mise en place à la Carrière Wellington. Les visites ont connu un beau succès et ont répondu aux attentes espérées. Du point de vue technique, il n'y a pas eu de soucis.

La destination Collines et Plaines d'Artois, en partenariat avec Lens-Liévin Tourisme a été créée en 2022. Cette destination a pour objectif de valoriser le tourisme de mémoire et l'itinérance.

En novembre 2022, la SPL a édité le livre « Voyage en terre de bière » qui valorise la filière brassicole en Pays d'Artois ainsi que la riche histoire qui lie Arras à la bière.

17 villages sont désormais labélisés *Village Patrimoine*®.

Le taux d'occupation de l'aire de camping-car Arras Vallée de la Scarpe est de 82% en 2022.

Deux nouveaux actionnaires ont intégré la SPL au 1^{er} juillet 2022, à savoir la ville de Saint-Laurent-Blangy et la Communauté de communes du Ternois.

24 000 vues ont été comptabilisées sur les Timescopes implantés à la Citadelle, Place des Héros à Neuville Saint-Vaast. Un nouveau Timescope a été posé à proximité de l'écluse Freddy Decima.

Conformément à l'article L. 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales applicable aux SPL, « les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires se prononcent sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, et qui porte notamment sur les modifications des statuts qui ont pu être apportées à la société d'économie mixte ».

Ainsi, il revient à chaque collectivité actionnaire de la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois de veiller, par l'intermédiaire de leurs représentants, à ce que les activités de la SPL soient conformes aux objectifs qui lui ont été assignés, afin de garder la maîtrise de leur outil.

L'assemblée délibérante, après discussion, se prononce par un vote sur le rapport écrit par les représentants de la collectivité.

Les représentants de la Communauté de Communes du Ternois au conseil d'administration et à l'assemblée générale de la SPL ont approuvé les rapports sur la gestion de la société, sur sa situation financière et sur les comptes annuels au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 qui leur ont été présentés par l'expert-comptable et par le commissaire aux comptes de la SPL. Un rapport synthétisant le travail des administrateurs en 2022 est annexé à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1531-1, L.1521-1, L.1524-1 et suivants, et L.5211-1 ;

Vu l'article 37 des statuts de la SPL Office de Tourisme, des Loisirs et des Congrès Arras Pays d'Artois ;

Compte tenu de ce qui précède, il est donc proposé de bien vouloir approuver le rapport annuel des administrateurs sur l'exercice 2022, tel qu'annexé à la présente délibération. (L'annexe avait été transmise à l'ensemble des conseillers communautaires).

M. MELIN rappelle que depuis le 1^{er} janvier 2023, TernoisCom est actionnaire à la SPL Arras Pays d'Artois (avec la Ville d'ARRAS et la CUA entre autres). Le Donjon de Bours fait partie des 5 sites remarquables avec la carrière Wellington, Riverside Park à St Laurent Blangy, le Beffroi d'Arras ainsi que les Boves.

Les communes de SERICOURT, SIBIVILLE, VITZ SUR AUTHIE et SIRACOURT ont été labélisées Villages Patrimoine et ont rejoint les 6 villages déjà labélisés. Ces villages sont très présents dans les brochures éditées par la SPL. Les jardins du Ternois ont également été mis à l'honneur dans les brochures Parcs et Jardins (remises aux Conseillers Communautaires). M. MELIN souligne la qualité de ces brochures. Les chambres d'hôtes, hôtels et autres hébergements ainsi que les restaurants sont également présents dans les magazines. On peut noter également une présence accrue du Ternois sur les réseaux numériques.

La SPL travaille sur le tourisme de la 1^{ère} guerre mondiale avec Erin et pour la seconde guerre mondiale avec Siracourt, Croisette et d'autres communes. Un travail sur les circuits vélos et piétonniers est également en cours. Une valorisation des musées est demandée par exemple celui de Frévent (Wintenberger) unique en son genre dans les Hauts de France. Le projet du jardin de Bours a été présenté dans le cadre d'une réunion publique à Bours le 23 octobre dernier et a été apprécié à l'unanimité. Le Donjon de Bours est un lieu intergénérationnel avec également l'organisation d'escape-games.

Un travail de collaboration est en cours avec les 7 vallées sur le volet médiéval.

Enfin, il a été demandé que la SPL renforce les contacts avec les socio-professionnels du tourisme.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA SAISON CULTURELLE 2024

M. HOSTYN tient à remercier le service Culture qui a mis en place une saison culturelle variée, correspondant à la demande du territoire et répartie sur l'ensemble du territoire du Ternois. Il rappelle les événements à venir pour cette fin d'année, dont le concert de l'Orchestre National de Lille. Pour ces événements, la vente des billets s'effectue sur la plateforme AchetezTernois, au sein des agences de TernoisCom et au Bureau d'Information Touristique de St Pol sur Ternoise. Il donne ensuite la parole à Marine MONTEL, Responsable du Pôle Culture et Loisirs.

Cette saison se divise en plusieurs types d'événements : grandes formes, petites formes, hors les murs. Elle y intègre des lieux de diffusion culturelle tels que le donjon de Bours et l'école de musique intercommunale.

La saison 2024 vise à répondre à divers objectifs : varier les champs artistiques, cibler une mixité de public avec des actions de médiation auprès des scolaires, collégiens, lycéens et très jeune public. Elle rayonnera sur l'ensemble du Ternois dans plusieurs communes avec des spectacles de petites ou de grandes formes, ainsi que des spectacles itinérants.

La saison culturelle 2024 s'articule de la manière suivante :

- **GRANDES FORMES :**

- Un spectacle d'humour
- Un projet culturel autour des cultures urbaines et des Jeux Olympiques rassemblant la compagnie l'Embardée dans le cadre de l'événement Ox Hip Hop, ainsi que la compagnie Niya autour de représentations et ateliers de médiation à destination de divers publics
- Une performance artistique au Donjon dans le cadre de l'inauguration des jardins du Donjon
- Un projet artistique et culturel autour de la photographie incluant des ateliers de pratiques artistiques, des séances de médiation et de création sur le territoire à destination de différents publics

- MOYENNES FORMES :

- Un projet de création de films d'animations intitulé *Mini Paradisio* mené avec Luc Brévar à destination des scolaires du secteur de Pernes et Heuchin, incluant un partenariat avec le Louvre-Lens
- Un partenariat avec la Comédie de Béthune : *Loin dans la mer* incluant une représentation scolaire et une représentation tout public, ainsi qu'un spectacle Hors Les Murs
- Une représentation artistique dans la cadre de la *journée parentalité* en partenariat avec le service parentalité de Ternoiscom
- Une représentation théâtrale intitulée *Décodages* par la compagnie S'Vrai, ainsi qu'une séance de médiation sur la thématique de la vérité historique et des fake news à destination des élèves du lycée Albert Châtelet
- Une représentation théâtrale intitulée *Ces filles-là*, ainsi qu'une séance de médiation sur la thématique du harcèlement scolaire à destination des élèves du lycée Pierre Mendès France.
- Une participation au festival d'Harmonie de la musique de Saint-Pol
- Un projet d'écriture musicale avec le groupe *Les Mauvaises Langues* dédié aux élèves de l'école de musique comprenant des ateliers d'écriture, d'arrangements, ainsi qu'un concert de restitution le 31 mai 2024 à la salle des fêtes de Saint-Pol-sur-Ternoise

- PETITES FORMES :

- Des contes tout public dans le cadre du festival conteurs en campagne proposés en itinérance sur le territoire aux communes volontaires dans le cadre d'un appel à participation lancé à l'ensemble des élus
- Une masterclass et un concert de clarinettes urbaines proposés à l'école de musique
- Un quartet de Jazz en partenariat avec le conservatoire de Tourcoing à l'école intercommunale de musique
- Un spectacle de marionnettes et de livres découpés intitulé *Bibliotron* permettant le partenariat avec le service lecture publique de Ternoiscom

Le budget pour l'ensemble de ces événements s'élève à 105 000€.

Ce projet a été validé par les membres du bureau communautaire.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. Laurent BERTHE Directeur Général Adjoint prend la parole.

Il est proposé :

1/ De modifier, à compter du 1^{er} décembre 2023, le volume horaire des emplois permanents ci-dessous comme suit :

Service	Emploi	Grade	Quotité de travail de l'emploi supprimé	Quotité de travail de l'emploi créé
Ecole de musique intercommunale	Professeur de Clarinette	Adjoint Enseignement Artistique principal 1ère classe	5h30	3h30
Enfance	EJE en EAJE	Educateur de Jeunes Enfants	35h	31h30

- D'autoriser M. le Président à mettre en œuvre la procédure nécessaire aux modifications et de signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.

Et de préciser :

- Que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois sont inscrits au budget primitif de l'année.
- Que M. le Président est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2/ D'acter les modifications de grades de recrutement des postes créés par délibération du conseil communautaire du 12 juillet 2023 comme suit :

- ⇒ Recrutement d'un Directeur de Services Techniques et de Collecte, à temps complet, sur le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux (catégorie A – filière technique).
- ⇒ Recrutement d'un responsable de la commande publique à temps complet sur le cadre d'emploi des attachés territoriaux (catégorie A – filière administrative).
- ⇒ Recrutement d'un responsable environnement à temps complet sur le cadre d'emploi des ingénieurs territoriaux (catégorie A – filière technique).

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MODIFICATION DES TARIFS POUR LES SEJOURS VACANCES PROPOSES PAR LE SERVICE JEUNESSE

Mme Ingrid GAILLARD Vice-Présidente en charge de l'Enfance, de la Jeunesse, de la Parentalité et des Loisirs prend la parole. Le service jeunesse propose des séjours de vacances aux jeunes. Une nouvelle grille tarifaire des séjours de vacances est proposée pour la période estivale et pour la période hivernale (séjour ski). Le tarif s'applique aux habitants du territoire et aux extérieurs (l'inscription des habitants du territoire est prioritaire).

Les tarifs sont en vigueur depuis 2017 à la création de TernoisCom.

Suite à l'augmentation des prestations en lien avec la conjoncture actuelle, il est proposé d'augmenter les tarifs de la façon suivante :

Séjour de vacances séjour ski :

ANCIENS TARIFS :

Quotient familial	Participation demandée
0 - 308	280 €
309 - 617	300 €
618 - 1000	300 €
1001 - 1500	350 €
Plus de 1500	400 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2^{ème} enfant et -15% du restant à charge pour le 3^{ème} enfant.

NOUVEAUX TARIFS :

Quotient familial	Participation demandée
0 - 308	350 €
309 - 617	400 €
618 - 1000	400 €
1001 - 1500	450 €
Plus de 1500	500 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2^{ème} enfant et -15% du restant à charge pour le 3^{ème} enfant.

Séjour de vacances séjour été :

ANCIENS TARIFS :

Quotient familial	Participation demandée
0 - 308	300 €
309 - 617	350 €
618 - 1000	400 €
1001 - 1500	450 €
Plus de 1500	500 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2^{ème} enfant et -15% du restant à charge pour le 3^{ème} enfant.

NOUVEAUX TARIFS :

Quotient familial	Participation demandée
0 – 308	400 €
309 – 617	450 €
618 – 1000	500 €
1001 – 1500	550 €
Plus de 1500	600 €

Tarif dégressif pour les fratries : -10% du restant à charge pour le 2^{ème} enfant et -15% du restant à charge pour le 3^{ème} enfant.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DELIBERATION PORTANT ADMISSION DE CREANCES EN NON-VALEUR & CREANCES ETEINTES SUR 2 BUDGETS (COLLECTE – PRINCIPAL)

Mme Marie-Claude PAGERIE Responsable du Service Finances prend la parole. Le comptable public (le service de gestion comptable de Saint Pol sur Ternoise) a transmis à la CC du Ternois un tableau concernant les demandes de mise en non-valeur et créances éteintes sur 2 budgets différents, à savoir :

Budget collecte (205.13) :

Créances admises en non-valeur pour un montant de 81.75 € (article 6541) ;
Créances éteintes pour un montant de 973.14 € (article 6542)

Soit un total de 1054.89 €

Les crédits inscrits au BP2023 sont suffisants.

Budget principal (205.00) :

Créances admises en non-valeur pour un montant de 1092.22 € (article 6541).

Les crédits inscrits au BP2023 sont suffisants.

Soit un total de 1173.97 € pour les créances admises en non-valeur et 973.14 € pour les créances éteintes et toutes créances confondues, **un total général de 2147.11 €**

Il est proposé :

D'accepter toutes les admissions en non-valeur des créances proposées par le comptable, à savoir les créances admises en non-valeur et les créances éteintes sur les différents budgets concernés ;

De prélever les dépenses correspondantes sur les crédits inscrits au BP 2023 au 654 (pertes sur créances irrécouvrables), à l'article 6541 pour les créances admises en non-valeur et à l'article 6542 pour les créances éteintes ;

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°7 - BUDGET PRINCIPAL 205-00

Opération 924 Salle de sports à Frévent – Echange de terrains avec la ville de Frévent

Mme PAGERIE rappelle que TERNOISCOM avait prévu la construction d'une salle des sports intercommunale sur un terrain lui appartenant et situé rue Lebas à Frévent. Suite à des contraintes de l'ABF, il a été décidé de changer le lieu d'implantation et de construire cette salle sur un terrain appartenant à la ville de Frévent situé rue Georges Clémenceau.

Par délibération du conseil communautaire en date du 19 mars 2021, il a été décidé un échange des terrains entre TERNOISCOM et la ville de Frévent.

Afin d'intégrer le terrain d'assiette de la salle de sports dans l'actif de TernoisCom, il y a lieu de prévoir les crédits nécessaires pour les écritures budgétaires concernant cet échange de terrains entre TernoisCom et la Ville de Frévent.

Une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL est proposée comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification.</i>
R/I	024 Produits de cession des immobilisations	0 €	62 900 €	62 900 €
R/I	021Virement de la section de fonctionnement	2 817 948.70 €	1 667 €	2 819 615.70 €
D/I	2111- Terrains Nus (OPE 924)	0	64 567 €	64 567 €
D/F	023 Virement à la section d'investissement	2 817 948.70 €	1 667 €	2 819 615.70 €
D/F	60612 Energie	184 700 €	-1 667 €	183 033 €

Il est proposé :

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Cette délibération annule et remplace la délibération n°07 du 12/07/2023

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°8 - BUDGET PRINCIPAL 205-00

Opération 921 Sécurité Prévention de la Délinquance

Mme PAGERIE rappelle qu'une délibération avait été prise le 12 juillet 2023 concernant l'installation d'un nouveau système de vidéoprotection via la Fibre Numérique 59/62.

Un budget prévisionnel de 150 000 € avait été voté lors du budget primitif.

Suite à l'étude d'exécution, il y a lieu d'affiner les crédits budgétaires sachant que l'ensemble des dépenses concerne les études préalables, l'achat des caméras, l'IRU (droits d'exploitation de la fibre), la climatisation du local, les raccordements électriques.

Il est proposé de prévoir une enveloppe supplémentaire de 50 000 euros TTC pour faire face à ces dépenses d'investissement.

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
D/I	2181 – Immobilisations corporelles (OPE 921)	150 000 €	50 000 €	200 000 €
D/I	020 Dépenses Imprévues	89 857.84 €	-50 000 €	39 857.84 €

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°9 - BUDGET PRINCIPAL 205-00

Services techniques : Utilisation d'un logiciel pour gérer les bâtiments et équipements de la Communauté de Communes

Mme PAGERIE explique que TernoisCom envisage de faire appel à un prestataire pour l'utilisation d'un logiciel en ligne pour centraliser et simplifier le suivi, la gestion, les interventions et la maintenance de tous les sites, bâtiments et équipements de la Communauté de Communes.

Pour ce faire, il est proposé la modification des crédits sur le BUDGET PRINCIPAL comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
D/I	2051 Concessions et droits similaires (OPE 904)	305 584.14 €	-25 200 €	280 384.14 €
R/I	021 Virement de la section de fonctionnement	2 819 615.70 €	-25 200 €	2 794 415.70 €
D/F	023 Virement à la section d'investissement	2 819 615.70 €	-25 200 €	2 794 415.70 €
D/F	6518 Autres charges de gestion courante	0	22 500 €	22 500 €
D/F	6188 Autres frais divers	0	1 200 €	1 200 €
D/F	6184 Versements à des organismes de formation	15 000 €	1 500 €	16 500 €

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°10 BUDGET PRINCIPAL (205.00)**REGULARISATION ECRITURES D'INVESTISSEMENT**

Mme PAGERIE expose la nécessité d'effectuer une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL.

Afin de régulariser des écritures comptables concernant des dépenses liées à des études (articles 2031 et 2033) préalables aux **travaux de restauration de fonctionnement hydro écologique de la Lys à LISBOURG** qui ont été suivies de travaux.

Au regard de la comptabilité publique et de l'instruction M14, ces écritures doivent être passées sur le chapitre 23, en opérations patrimoniales (écritures d'ordre qui s'équilibrent).

Aussi, il est proposé de prendre une décision modificative comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) 2031 (Frais d'études)	300 766 €	26 526 €	327 292 €
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) 2033 (Frais d'insertion)	3 636 €	297 €	3 933 €
I/D	Chapitre 041 OPFI (opérations patrimoniales) 2318 (Autres immobilisations corporelles en cours)	0 €	26 823 €	26 823 €

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°11 BUDGET PRINCIPAL (205.00)**REGULARISATION ECRITURES D'INVESTISSEMENT**

Mme PAGERIE expose la nécessité d'effectuer une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL.

Afin de régulariser des écritures comptables concernant des dépenses liées à des frais d'insertion et des études (articles 2031 et 2033) préalables aux **travaux de construction de la maison des services** qui ont été suivies de travaux.

Au regard de la comptabilité publique et de l'instruction M14, ces écritures doivent être passées sur le chapitre 23, en opérations patrimoniales (écritures d'ordre qui s'équilibrent).

Aussi, il est proposé de prendre une décision modificative comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) 2031 (Frais d'études)	327 292 €	199 020 €	526 312 €
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) 2033 (Frais d'insertion)	3 933 €	983 €	4 916 €

I/D	Chapitre 041 OPFI (opérations patrimoniales) 2313 Constructions (Immobilisations corporelles en cours)	346 402 €	200 003 €	546 405 €
-----	--	-----------	-----------	-----------

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°12 BUDGET PRINCIPAL (205.00)

REGULARISATION ECRITURES D'INVESTISSEMENT

Mme PAGERIE expose la nécessité d'effectuer une décision modificative sur le BUDGET PRINCIPAL.

Afin de régulariser des écritures comptables concernant des dépenses liées à des frais d'insertion de l'année 2019 (article 2033) préalables aux **travaux de construction du bâtiment de stockage**.

Au regard de la comptabilité publique et de l'instruction M14, ces écritures doivent être passées sur le chapitre 23, en opérations patrimoniales (écritures d'ordre qui s'équilibrent).

Aussi, il est proposé de prendre une décision modificative comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/R	Chapitre 041 (opérations patrimoniales) 2033 (Frais d'insertion)	4 916 €	315 €	5 231 €
I/D	Chapitre 041 OPFI (opérations patrimoniales) 2313 Constructions (Immobilisations corporelles en cours)	546 405 €	315 €	546 720 €

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°13 BUDGET PRINCIPAL (205.00)

Achat d'un véhicule électrique

Il est prévu l'achat d'un véhicule RENAULT de marque ZOE INTENS électrique.

Afin de prévoir les crédits pour cette acquisition, il est proposé les virements de crédits comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP2023 et DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
I/D	2182 Achat d'un véhicule OPE 906	0	12 500 €	12 500 €
I/R	020 Dépenses imprévues	39 857.84 €	-12 500 €	27 357.84 €

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

DECISION MODIFICATIVE BUDGETAIRE N°2 BUDGET COLLECTE TRI TRAITEMENT (205.13)

Quai de transfert Déchetterie – Paiement de la taxe d'aménagement et de la redevance d'archéologie

Mme PAGERIE expose la nécessité de prévoir des crédits pour procéder au paiement de la taxe d'aménagement ainsi que la taxe d'archéologie pour le quai de transfert (Permis de construire déposé en 2019).

Il est proposé une décision modificative sur le BUDGET COLLECTE TRI TRAITEMENT comme suit :

	<i>Imputations</i>	<i>Crédits inscrits au BP 2023 + DM</i>	<i>Proposition de modification</i>	<i>Crédits après modification</i>
R/F	6419 – Remboursements sur rémunérations du personnel	0 €	30 000 €	30 000 €
D/F	023 Virement à la section d'investissement	276 680.89 €	30 000 €	306 680.89 €
R/I	021 Virement de la section de fonctionnement	276 680.89 €	30 000 €	306 680.89 €
D/F	2313 Construction quai de transfert – taxes d'aménagement et archéologique	0 €	30 000 €	30 000 €

D'accepter la décision modificative exposée ci-dessus.

D'autoriser le Président à signer l'ensemble des documents en lien avec cette décision.

Les membres approuvent à l'unanimité cette délibération.

INFORMATIONS DIVERSES

INFORMATIONS DES DECISIONS DU PRESIDENT

Suivant délibération n°16 du 15 Juillet 2020 rendue exécutoire le 23 Juillet 2020 donnant délégations au Président de la Communauté de Communes du Ternois

Demande de subventions pour l'achat de matériel dans le cadre de la prestation de service pour la lutte contre les frelons asiatiques

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président,

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 24 mars 2023 relative à la mise en place d'une prestation de service pour la lutte contre les frelons asiatiques,

En date du 04/09/2023, le Président a décidé :

De solliciter une aide financière pour l'acquisition de matériel dans le cadre de la prestation de service pour la lutte contre les frelons asiatiques.

M. BERTHE précise que 61 interventions ont eu lieu depuis le 15 juin 2023 sur le territoire de TernoisCom. De plus, il y a eu des interventions faites par d'autres prestataires privés (estimées à 80 interventions).

En ce moment, il faut éliminer les nids secondaires très en hauteur (environ 40m).

Pour que TernoisCom intervienne, il est indispensable que la commune transmette la délibération et la convention au secrétariat général.

M. BERTHE a demandé aux services techniques de bien informer le Maire sur la date d'intervention et d'établir fin d'année un bilan avec une carte du territoire situant l'ensemble des interventions.

M. MELIN rappelle l'importance du piégeage au printemps des fondatrices. En ce moment, il faut éradiquer les fondatrices pour que celles-ci ne s'enterrent pas durant l'hiver.

MARCHES ATTRIBUES

- **TRAITEMENT ET VALORISATION DES DECHETS VERTS** : marché attribué après procédure adaptée sans publicité ni mise en concurrence préalable suite à une 1ère consultation déclarée sans suite au motif de la nécessité de redéfinition des besoins à TERACO 11 rue du Jeu de Paume 62690 HERMAVILLE pour un prix de 13 € HT la tonne.

Marché conclu pour une durée ferme de 1 an à compter du 1^{er} août 2023. Estimation 2600 tonnes pour 33800.00 € HT.

- **REAMENAGEMENT D'UN BATIMENT EN HOTEL DE FORMATION :**

Lot	Designation	Entreprise		Montant HT
1	Démolition – Gros-œuvre	DESCAMPS LOMBARDO	BP 60013 62165 SAINT POL SUR TERNOISE CEDEX	310 000,00
2	Charpente bois – couverture ardoise	AUPAIX	86 Bis route Nationale 62130 ROELLECOURT	12 000,00
3	Menuiseries extérieures bois – Serrurerie	Miroiterie du Ternois	670 rue d'Hesdin 62130 RAMECOURT	35 000.00
4	Isolation – Cloisons – Faux plafond	AA Aménagement	Zi des Alouettes Rue des jolis champs 62800 LIEVIN	92 000,00
5	Menuiseries intérieures bois	LEFETZ	76 rue de la gare 62144 MONT SAINT ELOI	65 000,00
6	Équipements électriques	GEW	ZAL du Pronet 62410 WINGLES	130 000,00
7	Plomberie – Chauffage – VMC	REVILION	15 rue du Général de Gaulle 62270 FREVENT	145 000,00
8	Carrelage – Faïence	LAINE et ROGER	42 rue du Centre 62127 MAIZIERES	28 000,00
9	Peinture- Décoration	DERACHE	680 rue d'Houdain 62127 MONCHY BRETON	45 000,00
10	Revêtement sol PVC	Dfinitions	12 Allée de la briqueterie PA de la Plaine 59493 VILLENEUVE D'ASCQ	11 500,00
11	Ascenseur	ORONA	9 rue Jules Mousseron 59160 LOMME	22 300,00
			TOTAL HT	895 800.00 €

Marchés attribués après mise en concurrence par procédure adaptée et négociations

- **ACQUISITION 2 VEHICULES AMPLIROLL AU B100** : Appel d'offres ouvert. Marché attribué par la Commission d'appel d'offres en date du 05 septembre 2023 à SA Coquidé Allée du Portugal ZA Artoipole 62118 MONCHY LE PREUX pour un montant de 503 000.00 € HT. Reprise de 2 véhicules pour une montant de 84 000.00 € HT.

- **REHABILITATION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE LUCE HOGUET A FREVENT** : Marché attribué après procédure adaptée et négociation :
Lot 1 : Désamiantage à la SARL SMD 8 rue du Gaz 91100 CORBEIL ESSONNES pour un montant de 41 800.00 € HT.
Les lots 2-3-4-6-8-9 vont être notifiés suite aux négociations qui ont eu lieu le 30 août 2023. Les offres finales sont en cours d'analyse.
Les lots 5-7-10- et 11 font l'objet d'une relance suite à une décision de déclaration sans suite. Retour des offres pour le 27/10/2023 à 12h00.
- **SERVICE DE TRANSPORT INTERCOMMUNAL (Allocar Ternois)** : marché attribué au groupement Kéolis Pays d'Artois (mandataire) 2 rue du four à chaux 62223 SAINTE CATHERINE LES ARRAS / Kéolis Westeel 2 rue Francis Jidat 62430 SALLAUMINES, d'une durée de 6 mois du 01 septembre 2023 au 29 février 2024. Le marché est conclu à prix mixtes : il comprend une partie à prix unitaires et une partie à prix forfaitaires. La facturation sera établie mensuellement en fonction du nombre de transports réellement effectués sur la base des tarifs indiqués à l'annexe à l'acte d'engagement (Bordereau des Prix).
Le coût estimé de ce marché sur la base d'un fonctionnement à 50% de ses capacités s'élève à 37 614.72€ HT
- Avenant portant augmentation du montant maximal de la prestation **LOCATION ET ENTRETIEN DES VETEMENTS DE TRAVAIL** avec la société INITIAL Parc des industries Artois Flandres 275 avenue de Londres 62138 DOUVVIN. Celui-ci est porté à 15.000.00 € HT/annuel. Cette augmentation s'explique par la hausse de volumétrie de l'entretien des vêtements de la collectivité.

MARCHES EN COURS D'ANALYSE

- PETR EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE
- MAITRISE D'ŒUVRE TIERS LIEU CULTUREL SAINT POL
- SEJOUR JEUNESSE HIVER 2024

MARCHES EN COURS

- **ASSURANCES DOMMAGES AUX BIENS + FLOTTE + PROTECTION JURIDIQUE DES AGENTS ET DES ELUS** : Retour des offres pour le 07/11/2023
- **REHABILITATION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE LUCE HOGUET LOTS 5-7-10 et 11** : Ces lots font l'objet d'une relance suite à une décision de déclaration sans suite. Retour des offres pour le 27/10/2023

MARCHES A LANCER

- ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR L'INSTRUCTION DU DROIT DU SOL
- LOCATION ET ENTRETIEN DES VETEMENTS DE TRAVAIL
- EVALUATION DE L'OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT DE REVITALISATION RURALE (OPAH-RR) DU TERNOIS ET ETUDE PRE-OPERATIONNELLE OPAH PERMETTANT DE PRECISER LES CONDITIONS DE MISE EN PLACE D'UNE OPERATION PROGRAMMEE SUR LA PERIODE 2025-2030

QUESTIONS DIVERSES

Question de M. ARMAND Maire d'Herlincourt : « Est-il possible de faire un point sur la maison médicale Léonard de Vinci à Gauchin-Verloingt ? Plusieurs nouvelles récentes circulent à propos de l'absence de médecins au sein de la structure ».

M. BRIDOUX explique que des Médecins sont souffrants et les Médecins sont libres de s'installer où ils veulent, au détriment des territoires ruraux.

Aujourd'hui dans le Ternois, 10 000 habitants se retrouvent donc sans médecin du jour au lendemain. TernoisCom travaille avec l'hôpital et l'ARS. Des rencontres vont avoir lieu dans les semaines à venir, afin de trouver des solutions.

Cependant, est-ce aux Collectivités Publiques de tout faire pour combler ce manque de médecins ? La santé est du ressort de l'Etat qui doit prendre en compte ce problème de désert médical en milieu rural. Actuellement, des pharmacies ont à disposition des cabines de téléconsultation où le médecin qui nous répond est basé dans le Sud de la France.

Des régions sont donc surdotées en médecins au détriment de notre région. Les territoires ne sont donc pas égaux.

Il faut rappeler que le Ternois reste attractif et dynamique par l'existence de crèches avec des amplitudes horaires importantes, des accueils de loisirs, une saison culturelle variée, des impôts corrects comparés à la Région Lilloise par exemple. Nous sommes couverts par un important réseau routier avec une proximité d'Arras, Amiens et Lille. A ce jour, la Maison de Santé de Gauchin-Verloingt est gérée par une SISA dans laquelle TernoisCom n'a pas à intervenir mais nous sommes invités à leurs assemblées générales.

Il est également regrettable que 4 kinés projetant de s'installer à la Maison de Santé d'Anvin aient préféré s'implanter sur la commune de Lisbourg.

M. Alain BERTHE Maire de Roëllecourt tenait à accueillir le Conseil Communautaire et à offrir le verre de l'amitié dans cette nouvelle salle des fêtes. Cette salle a été sinistrée suite à la tempête de février 2020, la toiture s'était complètement envolée. Il a fallu 3 ans et demi et 150 réunions, pour la reconstruire, un vrai combat avec les assurances.

M. BERTHE tient à remercier les financeurs (Etat, Région, Département, FDE), l'aide de TernoisCom pour le dossier d'assainissement, son Conseil Municipal et sa secrétaire de mairie dans le suivi du dossier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h42.

Le Président,



M. BRIDOUX